



Comité interministériel pour la coopération au développement Compte-rendu de la réunion du 6 décembre 2019

Base légale:

- Loi du 9 mai 2012 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement.
- Règlement grand-ducal du 7 août 2012 fixant la composition et le fonctionnement du Comité interministériel pour la coopération au développement.

Liste de présence:

Délégués

Patrick HEMMER	Ministère d'Etat	Excusé
Claude FABER	Ministère d'Etat	
Daniel DA CRUZ	Ministère de l'Economie	Excusé
Vincent HIEFF	Ministère de l'Economie	Présent
Noémie MAROCHI_FEYDER	Ministère de la Santé	
Claire ANGELSBERG	Ministère de la Santé	Excusée
Dina RAMCILOVIC	Ministère de la Justice	
Tom HANSEN	Ministère de la Justice	
Thomas BARBANCEY	MAEE	Excusé
Alain BLISS	MAEE / Direction de l'Immigration et de l'Asile	
Christine HERZEELE	Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	Présente
Pierre TREINEN	Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	
Nathalie WEBER	Ministère de la Sécurité sociale	Présente
Pascale SPELTZ	Ministère de la Sécurité sociale	Excusée
Isabelle WELTER	Ministère de la Sécurité intérieure	Présente
Hannah ATKINSON	Ministère de la Sécurité intérieure	Excusée
Tom KÖLLER	MAEE / Direction de la Défense	Excusé
Roland REILAND	MAEE / Direction de la Défense	Présent
Gilbert SCHMIT	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	

Christian GINTER	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	
Georges HEINEN	Ministère des Finances	Excusé
Sami MASRI	Ministère des Finances	Présent
Raymond BAUSCH	Ministère des Finances – IGF	Présent
Fabien SIMON	Ministère des Finances – IGF	
Carlo HASTERT	Ministère des Sports	
Maggy HÜSSLEIN	Ministère des Sports	
Nadine WELTER	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire	
Romain MARTIN	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	
Léon DIEDERICH	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	
Alex FOLSCHEID	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	Excusé
Claude SEVENIG	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	Présente
Gilles ROD	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région	Excusé
Emma WALDRON	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région	Présente
Marguy KOHNEN	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	Présente
Georges GEHL	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	
Bob GENGLER	Ministère de la Fonction publique	
Romain SCHLIM	Ministère de la Fonction publique	
Carlos GUEDES	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du Territoire	
Frederick-Christoph RICHTERS	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du Territoire	
Manuel TONNAR	MAEE / Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire	Présent
Anne HENIQUI	MAEE / Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire	Excusée
Nicolas PIERRE	MAEE / Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire	Excusé
Barbara ZECHES	Ministère de la Culture	Excusée
Patricia VILAR	Ministère de l'Intérieur	
Pol HENROTTE	Ministère de l'Intérieur	
Ralph KASS	Ministère de l'Egalité entre les femmes et les hommes	Excusé
Isabelle SCHROEDER	Ministère de l'Egalité entre les femmes et les hommes	Excusé
Daniel DA CRUZ	Ministère du Tourisme	Excusé

Vincent HIEFF	Ministère des Classes moyennes	
Daniel DA CRUZ	Ministère des Classes moyennes	Excusé
Jeannette MÜLLER	Ministère de la Protection des consommateurs	Présente
Nadia DJEBBAR	Ministère de la Protection des consommateurs	

Autres participants

Véronique FABER	Cercle des ONGD	Présente
Marine LEFEBVRE	SOS Faim	Présente
Magali PAULUS	Frères des Hommes	Présente
Jean-Louis ZEIEN	Fairtrade Lëtzebuerg	Présent
Sylvie DOS SANTOS	MAEE / Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire	Présente
Thomas LAMMAR	MAEE / Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire	Présent
Anne SIEBENALER	MAEE / Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire	Présente

Agenda

- 1) Approbation de l'ordre du jour
- 2) Approbation du compte-rendu de la réunion du 4 octobre 2019
- 3) Présentation du Cercle de coopération des ONG de développement sur le thème « Shrinking space » de la société civile: lien avec la cohérence des politiques pour le développement et les droits humains
- 4) Divers

1) Approbation de l'ordre du jour

Les délégués présents approuvent l'agenda sous réserve d'un réagencement mineur. Le point « Proposition de calendrier des réunions du CID au titre de l'année 2020 » sous « Divers » a ainsi été traité avant le point relatif à la cohérence des politiques pour le développement.

2) Approbation du compte-rendu de la réunion du 4 octobre 2019

Le compte-rendu de la réunion du CID du 4 octobre 2019 est approuvé.

3) Divers

- *Proposition de calendrier des réunions du CID au titre de l'année 2020.*

Le président propose aux délégués d'arrêter les dates suivantes pour la tenue des réunions du CID en 2020 :

- vendredi, 7 février	- vendredi, 3 juillet
- vendredi, 27 mars	- vendredi, 9 octobre
- vendredi, 8 mai	- vendredi, 27 novembre

La proposition de calendrier annuel des réunions du CID sera partagée, par courriel avec les délégués du CID.

Une proposition de programme de travail annuel du CID pour l'année 2020 sera présentée lors de la première réunion du comité en 2020. Le président invite d'ores et déjà, les délégués à partager par courriel, leurs éventuelles propositions de thèmes et autres sujets qu'ils souhaiteraient voir figurer au programme de travail 2020 du CID.

4) Présentation du Cercle de coopération des ONG de développement sur le thème: « Shrinking space » de la société civile – lien avec la cohérence des politiques pour le développement et les droits humains

A l'occasion de l'ultime session du CID au titre de l'année 2019, qui est traditionnellement facilitée par le Cercle de coopération des ONG de développement, Madame Véronique Faber (représentante du Cercle de coopération des ONG de développement), Madame Magali Paulus (représentante de Frères des Hommes), Madame Marine Lefebvre (représentante de SOS Faim) et Monsieur Jean-Louis Zeien (représentant/président de Fairtrade Lëtzebuerg) proposent une discussion sur la problématique de la restriction de l'espace civique; la relation entre les activités économiques et les droits humains; la situation des défenseurs des droits humains et les différentes options s'offrant au Luxembourg pour adresser ces différents défis. La présentation est jointe en annexe.

Les intervenant(e)s reviennent en particulier sur les cinq points suivants:

- 1) la protection des droits humains et de la société civile comme principes de base des Objectifs de développement durable (ODD);
- 2) les étapes du « shrinking space »: de l'alourdissement des procédures à la délégitimation et la criminalisation des ONG, jusqu'aux attaques directes et la protection des défenseur-e-s des droits humains;

- 3) l'intégration importante de la société civile dans la (re-)formulation et la mise en œuvre des Programmes Indicatifs de Coopération (PIC);
- 4) les droits des populations paysannes et autres personnes travaillant dans les zones rurales;
- 5) la nécessité d'adopter une loi sur le devoir de vigilance au Luxembourg.

Pendant et à la suite de leur présentation, les intervenant(e)s répondent et apportent des compléments d'information aux questions qui leur sont adressées par les délégués du CID. La synthèse en est reprise ci-après.

Concernant la question du délégué du ministère des Finances qui s'interroge au sujet de l'engagement conjoint des pays-membres de l'OCDE en faveur de l'adoption d'une loi de devoir de vigilance des entreprises permettant d'assurer la responsabilité sociétale et environnementale ainsi que le respect des droits humains des entreprises, M. Zeien précise que, depuis quelques années, de plus en plus de voix se font entendre au sein de la société civile et d'un nombre grandissant d'entreprises exigeant que ces dernières respectent les normes relatives aux droits humains. Pour cette raison, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a adopté en 2011 les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains.

M. Zeien souligne aussi que certains membres de l'OCDE ont déjà fortement progressé en matière de devoir de vigilance des entreprises. A titre d'exemple, il nomme les Etats-Unis qui, sous la présidence de Barack Obama, ont adopté en 2010 le « Dodd-Frank Act », une loi-cadre visant à assurer notamment un devoir de diligence en matière des minerais de conflit.

Le représentant du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)/Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire ajoute qu'en 2011, l'OCDE a intégré, à ses Principes directeurs pour les entreprises multinationales, un nouveau chapitre dédié aux droits humains. Ces principes se déclinent en recommandations adressées aux multinationales qui opèrent dans ou à partir du territoire des membres adhérents à l'OCDE. Il indique par ailleurs que l'OCDE a mis en place en novembre 2019 un Observatoire sur l'espace civique pour appuyer les pays dans la promotion et la protection de l'espace civique. Il s'agira pour l'Organisation de collecter des données sur les bonnes pratiques en termes de cadres juridiques, politiques et d'exécution, qui pourront être utilisées dans une plateforme d'échange entre praticiens et permettre ainsi de développer des standards internationaux incitatifs.

Concernant la question du délégué du ministère de l'Economie au sujet de la manière dont on peut promouvoir le devoir de vigilance et sa mise en œuvre auprès des entreprises jusqu'à ce qu'une législation soit clairement définie et adoptée par tous les pays, M. Zeien met en exergue l'importance d'aider les entreprises à développer des instruments de mises en œuvre, sous condition que celles-ci montrent un véritable engagement. Il ajoute que malgré le fait que les

Confédérations d'entreprises se montrent généralement plus hésitantes, de nombreuses entreprises se sont déjà exprimées de manière proactive au sujet du droit de vigilance. Selon M. Zeien, il est crucial d'élaborer au niveau national un cadre référentiel de qualité et d'opter ainsi pour une loi nationale et de faire effectuer en conformité avec l'accord de coalition une étude sur cette opportunité. Un engagement au plan européen pour une législation au niveau de l'UE serait complémentaire au niveau d'un engagement réel pour les droits humains en lien avec des activités économiques. Une telle approche serait également, selon M. Zeien, en accord avec la candidature du Luxembourg pour un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour 2022.

A ce sujet, le représentant du MAEE/Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire souligne qu'il sera intéressant de considérer les contributions du Plan d'action national (PAN) sur ce volet. Concernant la question de la déléguée du ministère de la Protection des consommateurs au sujet de l'intégration du devoir de vigilance au label RSE (responsabilité sociale des entreprises), M. Zeien précise qu'à ce stade les discussions sont menées au sein du groupe de travail avec le MAEE.

Suite à la remarque de la déléguée du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural informant l'audience que la PAC (Politique Agricole Commune) encourage la participation active de la société civile aux éco-schémas et programmes de sécurité alimentaire, Mme Lefebvre rappelle l'importance d'entretenir un dialogue régulier et constructif entre le Cercle des ONGs et les différents ministères afin d'assurer un échange continu d'informations.

Le président du CID encourage les échanges entre le Cercle et les ministères concernés et souligne dans ce contexte que le véritable défi n'est pas forcément d'adopter une loi de devoir de vigilance, mais d'en assurer un impact réel à long terme. Le président précise en outre que, même si le Plan d'action national ne prévoit pas de loi, il s'agit d'un premier pas positif.

La thématique du devoir de vigilance est inscrite dans le Plan d'action national, qui fait suite aux engagements internationaux pris par le Luxembourg auprès des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'OCDE. Ce programme rédigé par le ministère des Affaires étrangères et européennes vise à renforcer la protection et la promotion des droits humains dans le contexte des politiques, de la gouvernance et des activités économiques des entreprises. Et ceci à travers plusieurs volets: en identifiant et en prévenant les violations de droits humains découlant de leurs activités; en se dotant d'instruments de gouvernance; mais aussi en corrigeant les éventuels impacts négatifs générés par les activités des entreprises sur les droits humains. Le président souligne également la nécessité d'assurer, outre la législation nationale, une certaine harmonisation des lois et politiques au niveau européen, ainsi qu'un soutien aux pays partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des lois relatives au devoir de vigilance.

En réponse aux préoccupations exprimées par les représentants des ONGs au sujet de l'augmentation des dépenses liées à la défense et de possibles atteintes aux droits humains commises dans le cadre de la protection des frontières européennes, le délégué du MAEE/

Direction de la Défense souligne qu'il faut bien comprendre que l'augmentation des dépenses liées à la défense poursuit plusieurs objectifs. En dehors de la protection des frontières européennes, l'augmentation de ces dépenses vise à remédier aux situations de précarité et d'insécurité dans lesquelles se trouvent de nombreuses populations, notamment en raison de conflits internes (dont beaucoup ont dégénéré en guerres civiles), l'expansion de groupes terroristes et de crises liées au changement climatique. Selon le délégué, il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni sécurité. De ce fait, il considère que l'augmentation des dépenses liées à la défense est justifiée. Suite à ceci, Mme Lefebvre précise qu'une situation de sécurité précaire peut exiger un renforcement au niveau de la défense. Toutefois, il faut également reconnaître qu'une assistance étrangère en matière de défense et de sécurité (justifiée ou non) est souvent ressentie par la société civile comme une imposition de normes faisant abstraction de toute concertation préalable des populations locales.

Le président du CID souligne à cet égard l'importance de prendre en compte le contexte propre à chaque pays. Ceci dit, il faut noter que la sécurité dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest constitue clairement une des priorités stratégiques de l'action extérieure du Luxembourg, qui opère dans une logique « 3D » cohérente, appuyée par des évaluations régulières des résultats obtenus, qui inclut aussi bien les autorités étatiques que la société civile.

Au sujet de la situation de la société civile au Laos, la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Madame Paulette Lenert, a rencontré lors de sa récente visite aussi bien les représentants de certaines ONGs que les membres du gouvernement. A travers ces consultations, il est ressorti que le gouvernement du Laos a alourdi les procédures administratives à suivre pour l'installation des ONGs, entre autres, afin de pouvoir protéger la population civile contre les dangers résultant d'éventuels groupements criminels envisageant d'opérer sous le couvert du statut d'ONG. En même temps, il faut aussi noter – comme témoigné par des représentants de certaines ONGs, y compris Caritas – que de telles restrictions administratives engendrent notamment des défis sur le plan de la bonne mise en œuvre des projets et activités. Soulignant la situation problématique au Nicaragua, le président précise qu'en général le renforcement des capacités de la société civile et de l'accès à la justice demeure une thématique prioritaire de la Coopération luxembourgeoise.

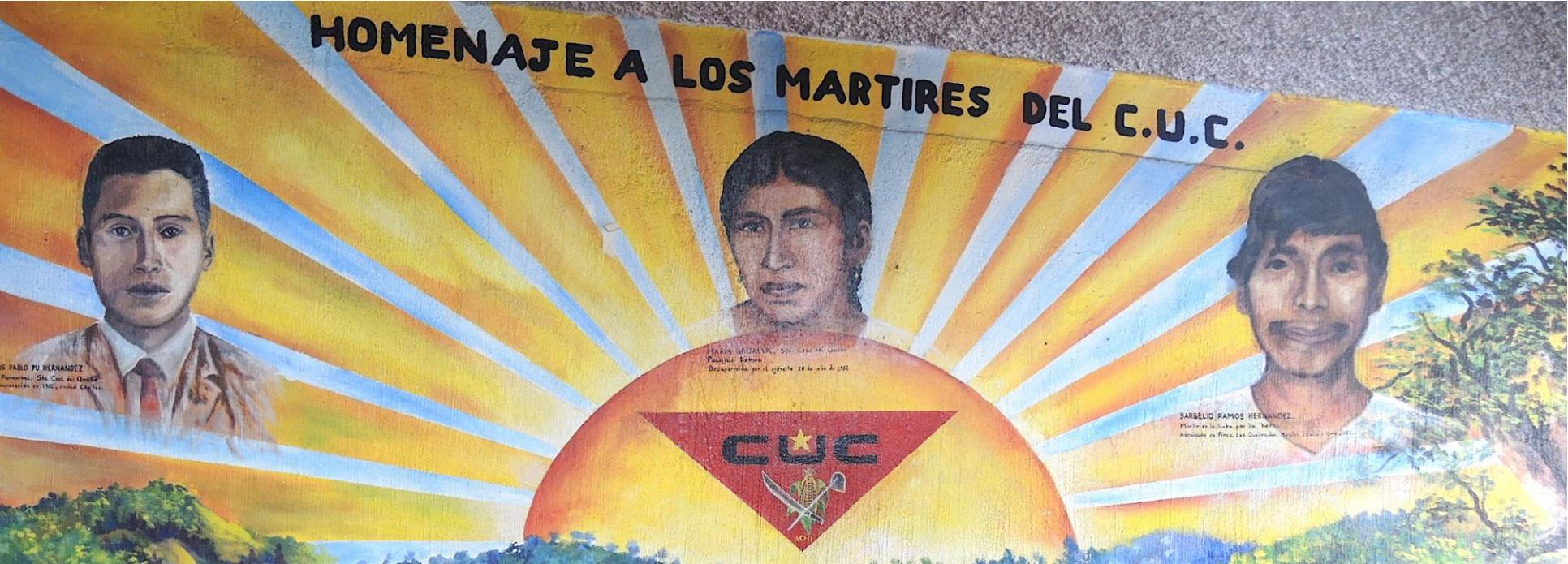
Pour conclure, la représentante du Cercle des ONGs revient sur les échanges menés en rappelant que la mission du Cercle, et des ONGs en général, est de représenter les préoccupations des associations et autres acteurs de la société civile avec lesquels ils entretiennent des partenariats. Elle souligne que tout ce qui a été présenté est basé sur des faits réels, qui continuent à se reproduire dans de nombreuses régions du monde. Elle remercie tous les délégués d'avoir participé à la présentation sur le thème du « Shrinking space de la société civile – lien avec la cohérence des politiques pour le développement et les droits humains » et souligne que le Cercle des ONGs continuera d'affiner son rôle et ses missions en tant que partie prenante et acteur-facilitateur de la cohérence des politiques pour le développement (CPD) au Luxembourg. Le président du CID

remercie le Cercle des ONGs ainsi que les délégués du CID de leur participation active aux débats et souligne que les échanges avec les représentants des ONGs et les communautés locales seront maintenus et renforcés.

Document annexé au compte-rendu:

- Présentation: « Shrinking space de la société civile – lien avec la cohérence des politiques pour le développement et les droits humains » (Cercle de Coopération des ONGD du Luxembourg, CID, 6 décembre 2019)

Personne de contact : Nicolas PIERRE (247-72395)



LE « SHRINKING SPACE » DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel lien avec la cohérence des politiques pour le développement et les droits humains?

POLICY COHERENCE FOR DEVELOPEMENT AND THE AGENDA 2030

THE GLOBAL GOALS

For Sustainable Development

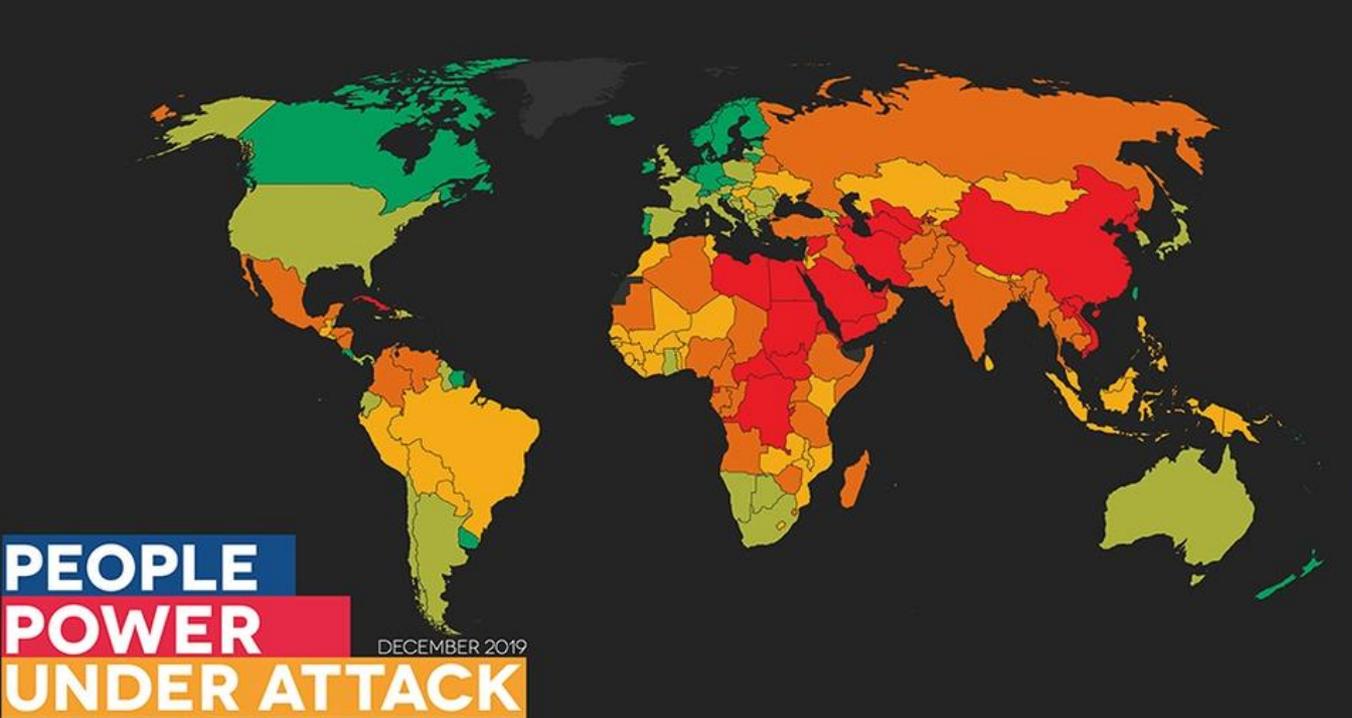


- ✓ UN Sustainable Development Goal (SDG) 17 Strengthen the means of implementation and revitalize the global partnership for sustainable development
- ✓ Target 17.14, “enhance policy coherence for sustainable development”
- ✓ Involves systemic issues, processes and means, rather than ultimate outcomes

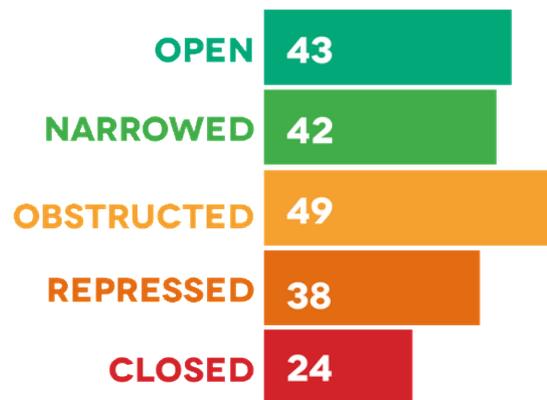
HUMAN RIGHTS AND THE AGENDA 2030

- ✓ UN Sustainable Development Goal (SDG) 16: Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels
- ✓ SDGs “seek to realize the human rights of all” and “envisage a world of universal respect for human rights and human dignity.”
- ✓ SDGs are universal
- ✓ SDGs commit to tackling inequality and discrimination





COUNTRIES PER RATING CATEGORY



COUNTRY RATINGS CHANGES

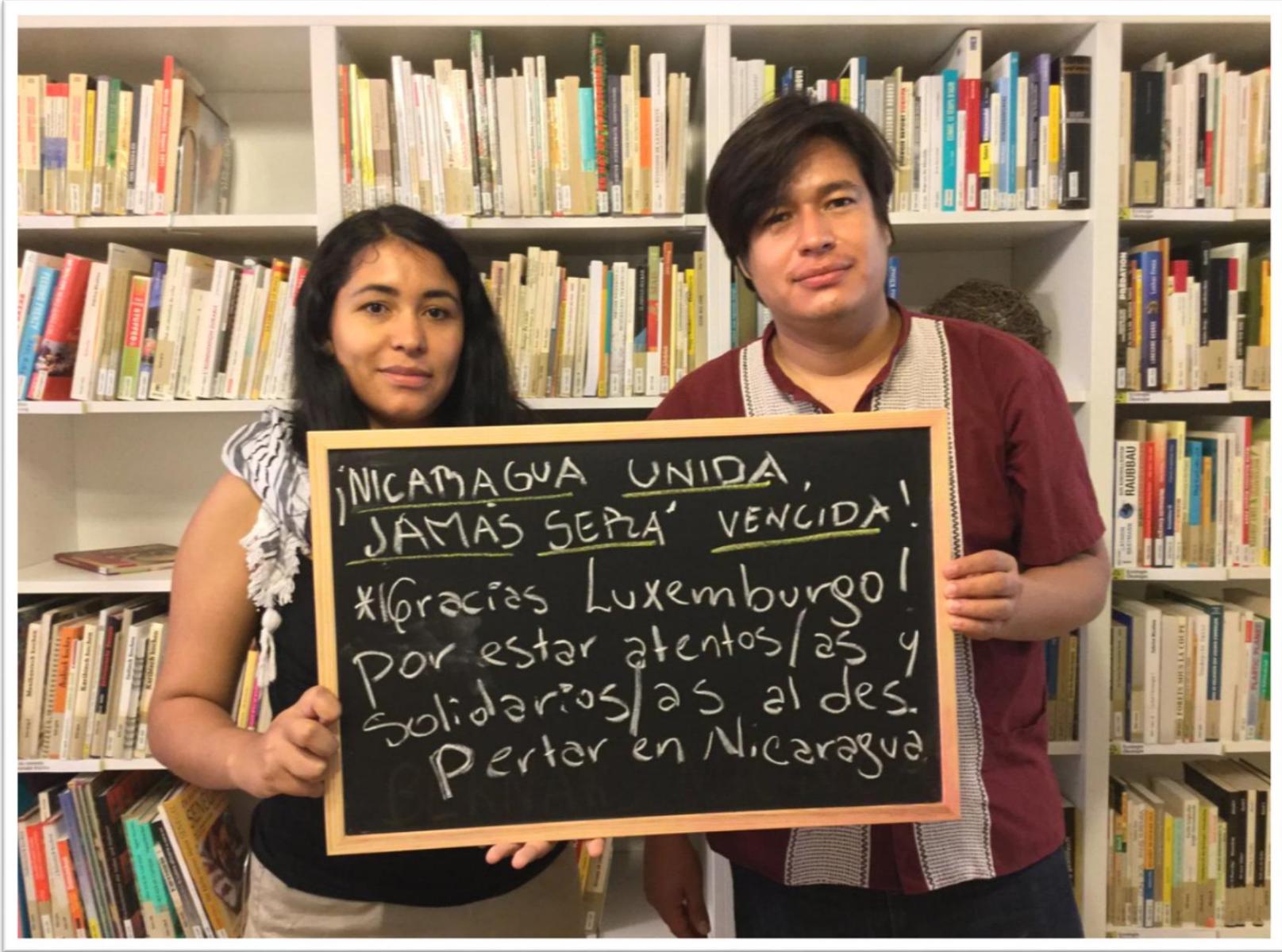


TOP TEN VIOLATIONS TO CIVIC FREEDOMS

- **1. CENSORSHIP**
- **2. PROTESTER(S) DETAINED**
- **3. HARASSMENT**
- **4. RESTRICTIVE LAW**
- **5. INTIMIDATION**
- **6. ATTACK ON JOURNALIST**
- **7. PROTEST DISRUPTION**
- **8. JOURNALIST DETAINED**
- **9. EXCESSIVE FORCE**
- **10. CRIMINAL DEFAMATION**

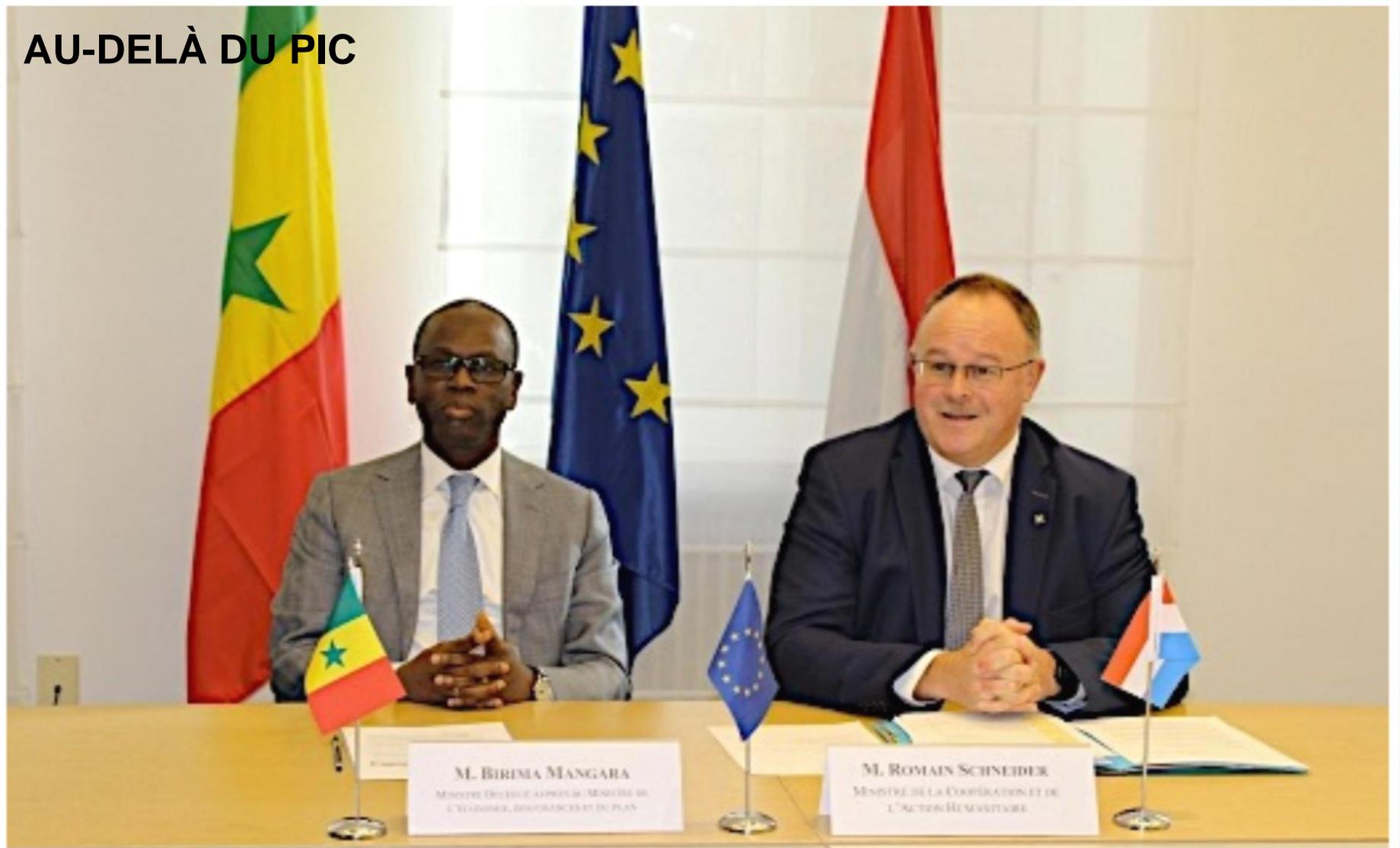
ÉTAPES DU « SHRINKING SPACE » ET LES DÉFENSEURS





NICARAGUA

AU-DELÀ DU PIC



Monsieur Birima Mangara, ministre délégué auprès du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, et Monsieur Romain Schneider, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, à l'occasion de la 13ème Commission de partenariat Luxembourg-Sénégal, le 26 octobre 2017

(Source: Rapport annuel 2017, <http://www.cooperation.lu/>)

MOUSSA TCHANGARI: DÉFENSEUR



Alternative
Espaces Citoyens

Le droit à l'alimentation à l'épreuve des politiques anti-migratoires

*Rapport de la mission d'enquête de l'observatoire
du droit à l'alimentation au Niger*

sous la direction de:
A.T. Moussa Tchangari
Ibrahim Diori

Migrations et sécurité alimentaire au Niger

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 17 DÉCEMBRE 2018 73/165 : Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales

Voting Started		11/19/2018		3:59:52 PM	
A/C.3/73/L.30					
<input checked="" type="checkbox"/> AFGHANISTAN	<input checked="" type="checkbox"/> CAMEROON	<input checked="" type="checkbox"/> FINLAND	<input checked="" type="checkbox"/> KUWAIT	<input checked="" type="checkbox"/> NEPAL	<input checked="" type="checkbox"/> SENEGAL
<input checked="" type="checkbox"/> ALBANIA	<input checked="" type="checkbox"/> CANADA	<input checked="" type="checkbox"/> FRANCE	<input checked="" type="checkbox"/> KYRGYZSTAN	<input checked="" type="checkbox"/> NETHERLANDS	<input checked="" type="checkbox"/> SERBIA
<input checked="" type="checkbox"/> ALGERIA	<input checked="" type="checkbox"/> CENTRAL AFR REP...	<input checked="" type="checkbox"/> GABON	<input checked="" type="checkbox"/> LAO PDR	<input checked="" type="checkbox"/> NEW ZEALAND	<input checked="" type="checkbox"/> SEYCHELLES
<input checked="" type="checkbox"/> ANDORRA	<input checked="" type="checkbox"/> CHAD	<input checked="" type="checkbox"/> GAMBIA	<input checked="" type="checkbox"/> LATVIA	<input checked="" type="checkbox"/> NICARAGUA	<input checked="" type="checkbox"/> SIERRA LEONE
<input checked="" type="checkbox"/> ANGOLA	<input checked="" type="checkbox"/> CHILE	<input checked="" type="checkbox"/> GEORGIA	<input checked="" type="checkbox"/> LEBANON	<input checked="" type="checkbox"/> NIGER	<input checked="" type="checkbox"/> SINGAPORE
<input checked="" type="checkbox"/> ANTIGUA-BARBUDA	<input checked="" type="checkbox"/> CHINA	<input checked="" type="checkbox"/> GERMANY	<input checked="" type="checkbox"/> LESOTHO	<input checked="" type="checkbox"/> NIGERIA	<input checked="" type="checkbox"/> SLOVAKIA V/C
<input checked="" type="checkbox"/> ARGENTINA	<input checked="" type="checkbox"/> COLOMBIA	<input checked="" type="checkbox"/> GHANA	<input checked="" type="checkbox"/> LIBERIA	<input checked="" type="checkbox"/> NORWAY	<input checked="" type="checkbox"/> SLOVENIA
<input checked="" type="checkbox"/> ARMENIA	<input checked="" type="checkbox"/> COMOROS	<input checked="" type="checkbox"/> GREECE	<input checked="" type="checkbox"/> LIBYA	<input checked="" type="checkbox"/> OMAN	<input checked="" type="checkbox"/> SOLOMON ISLANDS
<input checked="" type="checkbox"/> AUSTRALIA	<input checked="" type="checkbox"/> CONGO	<input checked="" type="checkbox"/> GRENADA	<input checked="" type="checkbox"/> LIECHTENSTEIN	<input checked="" type="checkbox"/> PAKISTAN	<input checked="" type="checkbox"/> SOMALIA
<input checked="" type="checkbox"/> AUSTRIA	<input checked="" type="checkbox"/> COSTA RICA	<input checked="" type="checkbox"/> GUATEMALA V/C	<input checked="" type="checkbox"/> LITHUANIA	<input checked="" type="checkbox"/> PALAU	<input checked="" type="checkbox"/> SOUTH AFRICA
<input checked="" type="checkbox"/> AZERBAIJAN	<input checked="" type="checkbox"/> COTE D'IVOIRE	<input checked="" type="checkbox"/> GUINEA	<input checked="" type="checkbox"/> LUXEMBOURG	<input checked="" type="checkbox"/> PANAMA	<input checked="" type="checkbox"/> SOUTH SUDAN
<input checked="" type="checkbox"/> BAHAMAS	<input checked="" type="checkbox"/> CROATIA	<input checked="" type="checkbox"/> GUINEA-BISSAU	<input checked="" type="checkbox"/> MADAGASCAR	<input checked="" type="checkbox"/> PAPUA NEW GUINEA	<input checked="" type="checkbox"/> SPAIN
<input checked="" type="checkbox"/> BAHRAIN	<input checked="" type="checkbox"/> CUBA	<input checked="" type="checkbox"/> GUYANA	<input checked="" type="checkbox"/> MALAWI	<input checked="" type="checkbox"/> PARAGUAY	<input checked="" type="checkbox"/> SRI LANKA
<input checked="" type="checkbox"/> BANGLADESH	<input checked="" type="checkbox"/> CYPRUS	<input checked="" type="checkbox"/> HAITI	<input checked="" type="checkbox"/> MALAYSIA	<input checked="" type="checkbox"/> PERU	<input checked="" type="checkbox"/> SUDAN
<input checked="" type="checkbox"/> BARBADOS	<input checked="" type="checkbox"/> CZECH REPUBLIC	<input checked="" type="checkbox"/> HONDURAS	<input checked="" type="checkbox"/> MALDIVES	<input checked="" type="checkbox"/> PHILIPPINES	<input checked="" type="checkbox"/> SURINAME
<input checked="" type="checkbox"/> BELARUS	<input checked="" type="checkbox"/> DEM PR OF KOREA	<input checked="" type="checkbox"/> HUNGARY	<input checked="" type="checkbox"/> MALI	<input checked="" type="checkbox"/> POLAND	<input checked="" type="checkbox"/> SWEDEN
<input checked="" type="checkbox"/> BELGIUM	<input checked="" type="checkbox"/> DEM REP OF THE CO...	<input checked="" type="checkbox"/> ICELAND	<input checked="" type="checkbox"/> MALTA	<input checked="" type="checkbox"/> PORTUGAL	<input checked="" type="checkbox"/> SWITZERLAND
<input checked="" type="checkbox"/> BELIZE	<input checked="" type="checkbox"/> DENMARK	<input checked="" type="checkbox"/> INDIA	<input checked="" type="checkbox"/> MARSHALL ISLANDS	<input checked="" type="checkbox"/> QATAR	<input checked="" type="checkbox"/> SYRIAN ARAB REP...
<input checked="" type="checkbox"/> BENIN	<input checked="" type="checkbox"/> DJIBOUTI	<input checked="" type="checkbox"/> INDONESIA	<input checked="" type="checkbox"/> MAURITANIA	<input checked="" type="checkbox"/> REP OF KOREA	<input checked="" type="checkbox"/> TAJIKISTAN
<input checked="" type="checkbox"/> BHUTAN	<input checked="" type="checkbox"/> DOMINICA	<input checked="" type="checkbox"/> IRAN (ISLAMIC REP...	<input checked="" type="checkbox"/> MAURITIUS	<input checked="" type="checkbox"/> REP OF MOLDOVA	<input checked="" type="checkbox"/> THAILAND
<input checked="" type="checkbox"/> BOLIVIA (PLURINATI...	<input checked="" type="checkbox"/> DOMINICAN REP...	<input checked="" type="checkbox"/> IRAQ	<input checked="" type="checkbox"/> MEXICO	<input checked="" type="checkbox"/> ROMANIA	<input checked="" type="checkbox"/> THE FYR MACEDONIA
<input checked="" type="checkbox"/> BOSNIA-HERZEGOVINA	<input checked="" type="checkbox"/> ECUADOR	<input checked="" type="checkbox"/> IRELAND	<input checked="" type="checkbox"/> MICRONESIA (FS)	<input checked="" type="checkbox"/> RUSSIAN FED...	<input checked="" type="checkbox"/> TIMOR-LESTE
<input checked="" type="checkbox"/> BOTSWANA	<input checked="" type="checkbox"/> EGYPT	<input checked="" type="checkbox"/> ISRAEL	<input checked="" type="checkbox"/> MONACO	<input checked="" type="checkbox"/> RWANDA	<input checked="" type="checkbox"/> TOGO
<input checked="" type="checkbox"/> BRAZIL	<input checked="" type="checkbox"/> EL SALVADOR	<input checked="" type="checkbox"/> ITALY	<input checked="" type="checkbox"/> MONGOLIA	<input checked="" type="checkbox"/> SAINT KITTS-NEVIS	<input checked="" type="checkbox"/> TONGA
<input checked="" type="checkbox"/> BRUNEI DARUSSALAM	<input checked="" type="checkbox"/> EQUATORIAL GUINEA	<input checked="" type="checkbox"/> JAMAICA	<input checked="" type="checkbox"/> MONTENEGRO	<input checked="" type="checkbox"/> SAINT LUCIA	<input checked="" type="checkbox"/> TRINIDAD-TOBAGO
<input checked="" type="checkbox"/> BULGARIA	<input checked="" type="checkbox"/> ERITREA	<input checked="" type="checkbox"/> JAPAN	<input checked="" type="checkbox"/> MOROCCO	<input checked="" type="checkbox"/> SAINT VINCENT-GRE...	<input checked="" type="checkbox"/> TUNISIA
<input checked="" type="checkbox"/> BURKINA FASO	<input checked="" type="checkbox"/> ESTONIA	<input checked="" type="checkbox"/> JORDAN	<input checked="" type="checkbox"/> MOZAMBIQUE	<input checked="" type="checkbox"/> SAMOA	<input checked="" type="checkbox"/> TURKEY
<input checked="" type="checkbox"/> BURUNDI	<input checked="" type="checkbox"/> ESWATINI	<input checked="" type="checkbox"/> KAZAKHSTAN	<input checked="" type="checkbox"/> MYANMAR	<input checked="" type="checkbox"/> SAN MARINO	<input checked="" type="checkbox"/> TURKMENISTAN
<input checked="" type="checkbox"/> CABO VERDE	<input checked="" type="checkbox"/> ETHIOPIA	<input checked="" type="checkbox"/> KENYA	<input checked="" type="checkbox"/> NAMIBIA V/C	<input checked="" type="checkbox"/> SAO TOME-PRINCIPE	<input checked="" type="checkbox"/> TUVALU
<input checked="" type="checkbox"/> CAMBODIA	<input checked="" type="checkbox"/> FIJI	<input checked="" type="checkbox"/> KIRIBATI	<input checked="" type="checkbox"/> NAURU	<input checked="" type="checkbox"/> SAUDI ARABIA	<input checked="" type="checkbox"/> UGANDA
<input checked="" type="checkbox"/> UKRAINE					<input checked="" type="checkbox"/> UNITED ARAB EMIR...
					<input checked="" type="checkbox"/> UNITED KINGDOM
					<input checked="" type="checkbox"/> UNITED REP TANZA...
					<input checked="" type="checkbox"/> UNITED STATES
					<input checked="" type="checkbox"/> URUGUAY
					<input checked="" type="checkbox"/> UZBEKISTAN
					<input checked="" type="checkbox"/> VANUATU
					<input checked="" type="checkbox"/> VENEZUELA
					<input checked="" type="checkbox"/> VIET NAM
					<input checked="" type="checkbox"/> YEMEN
					<input checked="" type="checkbox"/> ZAMBIA
					<input checked="" type="checkbox"/> ZIMBABWE
<input checked="" type="checkbox"/>	IN FAVOUR: 119	<input checked="" type="checkbox"/>	AGAINST: 7	<input checked="" type="checkbox"/>	ABSTENTION: 49

INITIATIVE POUR UN DEVOIR DE VIGILANCE AU LUXEMBOURG

- Initiative pour un devoir de vigilance fondée en mars 2018
- 16 organisations de la société civile (dont 9 acteurs de la coopération luxembourgeoise et 2 syndicats)

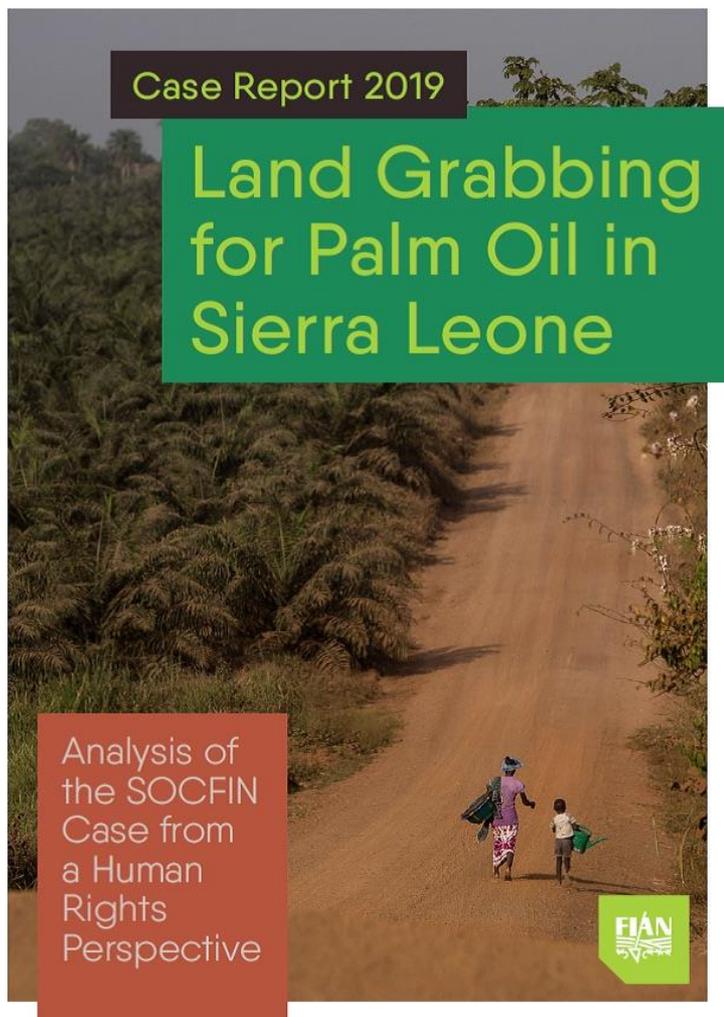


POUR UN DEVOIR DE VIGILANCE

AU LUXEMBOURG

- L'Initiative propose d'adopter une **loi** sur le devoir de vigilance qui obligerait les entreprises domiciliées au Luxembourg de **contrôler** le respect des droits humains et de l'environnement **tout au long de la chaîne de valeur**.
- Une mesure à effet préventif inspirée des Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains

La seule approche volontaire est insuffisante...



La société civile n'est pas la seule...



Business support for mandatory human rights due diligence

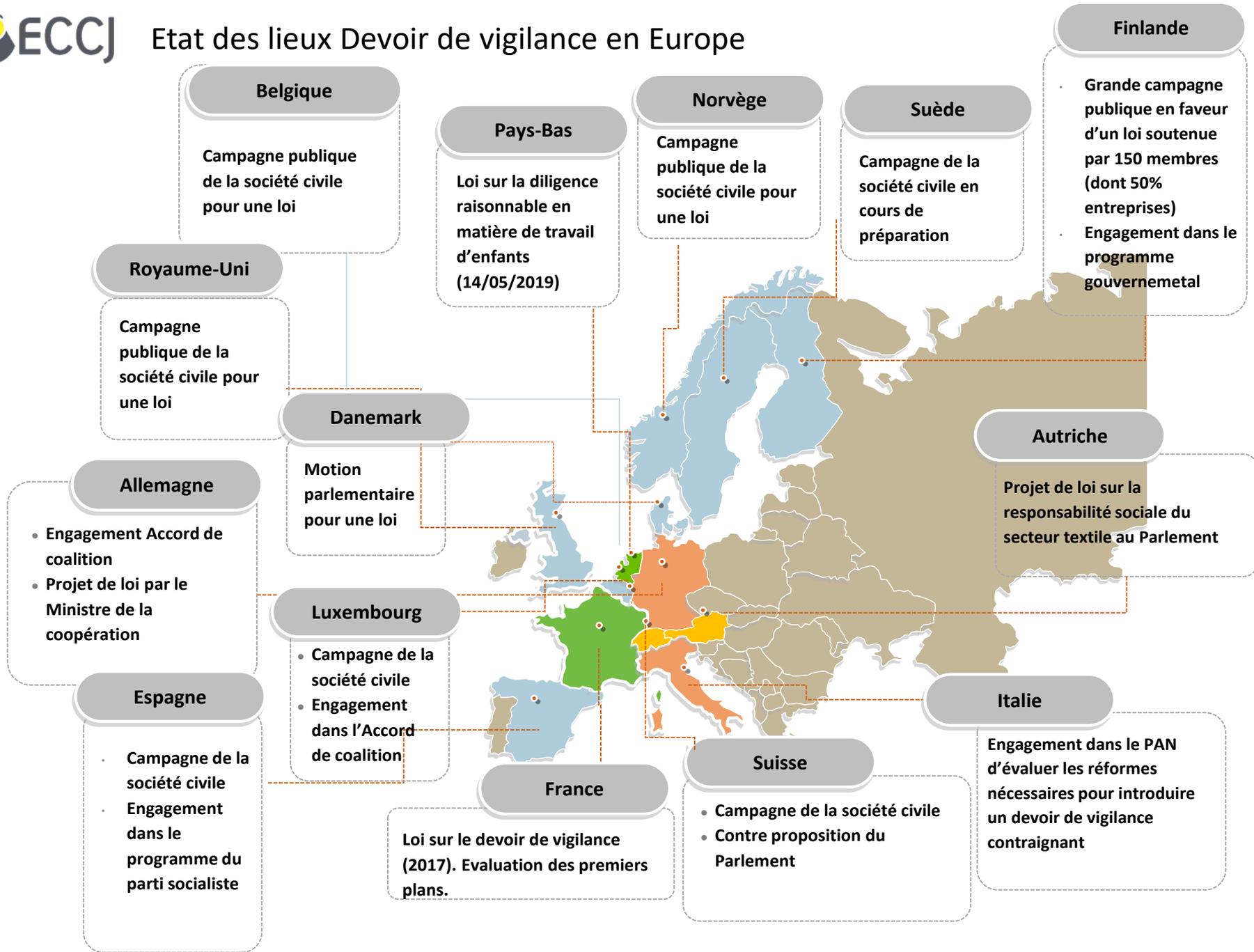
Large businesses (>1 billion € annual turnover) and associations publicly speaking out in favour of mandatory human rights due diligence regulation and/or endorsing campaigns (non-comprehensive list)

	Company (Country)	Annual turnover	Recent source
Automotive	BMW (DE)	97.5 billion €	Quote in WirtschaftsWoche 08/03/19
	Daimler (DE)	167.4 billion €	Quote on Tagesschau.de 24/05/19
Banking & Finance	Rabobank (NL) ¹		Signed a letter of support 03/10/17
	Sampo Group (FIN)		Shows support on campaign website
Food	Barry Callebaut (CH)	6 billion €	Twitter statement 27/03/19
	Coca-Cola Suomi (FIN) ²		Shows support on campaign website
	Fazer (FIN)	1.6 billion €	Shows support on campaign website
	Heineken (NL) ¹	22.5 billion €	Signed a letter of support 03/10/17
	Mars (USA)	31.4 billion €	LinkedIn blog 12/03/19
	Mondelēz (USA)	23.3 billion €	Interview in EURACTIV 19/03/19
	Nestlé Nederland (NL) ^{1/2}		Signed a letter of support 03/10/17
Forestry	Danone (FR)	24.7 billion €	Interview in SPIEGEL+ , 08/06/19
Forestry	Stora Enso (FIN)	10.5 billion €	Shows support on campaign website
Fragrance & Flavours	Firmenich (CH)	3.3 billion €	Sustainability Report 10/18
Pharma	Novo Nordisk (DK)	15 billion €	Coverage in Børsen 19/03/19
Retail	IKEA (SE)	38.8 billion €	Panel at UN Forum on B&HR 28/11/18
	Kesko (FIN)	10.4 billion €	Shows support on campaign website
	KiK (DE)	2 billion €	Statement on company website
	Migros (CH)	25.3 billion €	Report in Tages-Anzeiger 12/03/19
	S-Group (FIN)	11.5 billion €	Shows support on campaign website
	Tchibo (DE)	3.2 billion €	Interview in Welt-Sichten 08/05/19
Technology	Dormakaba (CH)	2.5 billion €	Twitter statement 13/06/2019
Trading	Cargill Cocoa & Chocolate (NL) ^{1/2}		Signed a letter of support 03/10/17
	Mercuria (CH)	109.5 billion €	Statement on company website 23/11/17
	Trafigura (CH)	162.2 billion €	Quote in Aargauer Zeitung 29/03/19
	Wihuri Group (FIN)	1.8 billion €	Shows support on campaign website
Business Associations	Forum pour l'Investissement Responsable – FIR (FR)		Position paper 17/11/15
	65 investors, insurance companies, banks, advisors and other stakeholders		
	Groupement des Entreprises Multinationales – GEM (CH)		Press release 15/06/18
	90 multinational companies each with >100 million Swiss francs of turnover		
	Swiss Trading & Shipping Association – STSA (CH)		Submission to parliament 30/05/18
	170 commodity trading companies and related services		

Soutien de Dr Mukwege – Prix Nobel de la Paix 2018



“Business and Human rights: Act now for legally binding measures”



A l'origine de la dynamique européenne: l'adoption d'une loi sur le devoir de vigilance en France en 2017:



Visite de Dominique Potier, député de l'Assemblée nationale et rapporteur sur la loi française, en mai 2019

L'exemple de la Finlande: une opportunité pour le Luxembourg?



« *Finland will become a leader in social responsibility* »

« A report will be prepared with the objective of enacting a corporate social responsibility act based on a duty of care imposed on companies regarding their operations in Finland and abroad. This report will be prepared together with confederations and organisations for industries, entrepreneurs and employees, paying special attention to the position of small and medium sized enterprises. Similar goals will be promoted in the EU. »

- L'étude sera sous la responsabilité du Ministre de Travail Timo Haraka. Elle sera supervisée par un comité de pilotage multi parti prenantes: Etat, entreprises, société civile, universitaires, syndicats.
- Au niveau européen, la Finlande cherchera à promouvoir auprès des Etats l'adoption de conclusions/recommandations du Conseil de l'UE.

Engagement au niveau national dans l'accord de coalition

ACCORD DE COALITION

2018-2023

« La **possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée**, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait **une mesure complémentaire** au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux engendrés par les activités des entreprises. »

Proposition de l'Initiative: Etudier la possibilité de légiférer dans le cadre du Plan d'action national 2

- Lancer un processus participatif multi acteurs menant à l'adoption d'une législation sur le devoir de diligence dans le cadre du PAN 2.
- Le processus pourrait prendre la forme d'une étude pilotée par des organisations issues du monde économique, des syndicats, des chercheurs universitaires, des institutions publiques, des organisations de la société civile.

Avantages:

- Le Luxembourg aura une législation adaptée à son contexte économique
- Sa candidature pour le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies sera renforcée.
- Le Luxembourg deviendra un des leaders au niveau de Business&HR, un domaine qui continuera à prendre de l'ampleur dans le futur.

Plan d'action national du Luxembourg

pour la mise en oeuvre
des Principes directeurs des Nations Unies
relatifs aux entreprises
et aux droits de l'homme

2018-2019

Engagement au niveau européen



« Le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et **s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective.** »

Pacte national Entreprises et droits de l'Homme

En tant que membre du groupe de travail « Entreprises et droits de l'Homme » au sein du MAEE, l'Initiative participe aux discussions sur le Pacte.

- Les rapports des entreprises ayant signé le Pacte doivent être évalués par une personne/organisation externe afin de décéler les bonnes pratiques et les actions à améliorer.
- Le Pacte est un pas en avant mais reste, à lui seul, insuffisant. Il ne peut pas se substituer à une législation.

Plan d'action national du Luxembourg

pour la mise en œuvre
des Principes directeurs des Nations Unies
relatifs aux entreprises
et aux droits de l'homme

2018-2019

QUESTIONS

RÉPONSES

Merci pour votre intérêt,

Magali Paulus, Frères des Hommes, magali.paulus@fdh.lu

Marine Lefebvre, SOS Faim, marine.lefebvre@sosfaim.org

Jean-Louis Zeien, Fairtrade Lëtzebuerg, jean-louis.zeien@education.lu

Véronique Faber, Cercle de Coopération, veronique.faber@cercle.lu